

# Programme des Nations Unies pour l'environnement

## Division Technologie, Industrie et Economie

### Service économie et commerce

BULLETIN D'INFORMATION

Numéro 15, janvier-mars 2005

## SOMMAIRE

*Promouvoir le commerce des produits issus de l'agriculture biologique*

*Atelier de lancement du rapport : Utilisation durable des ressources naturelles dans le contexte de la libéralisation du commerce et de la croissance des exportations en Indonésie : Une étude de cas sur l'utilisation des instruments économiques dans l'industrie de la pâte à papier et du papier*  
Jakarta, 4 novembre 2004

*Réunion sur l'évaluation et la planification intégrées pour le développement durable en Indonésie*  
Jakarta, 5 novembre 2004

*Pêche*

*Séance de formation sur le renforcement des capacités dans les domaines de l'environnement, du commerce et du développement durable*  
New Delhi, 24 novembre 2004

*Évaluation environnementale intégrée*

*Réunion internationale d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID et Manifestation parallèle de l'ESRP*  
Maurice, 10-14 janvier 2005

*Prochaines activités*

*Nouvelles publications*

**Service Economie et Commerce**  
**Division Technologie, Industrie et Commerce**  
**PNUE**

11-13, chemin des Anémones  
1219 Châtelaine  
Suisse  
Tél. +41 22 917 8298  
Fax +41 22 917 8076  
URL: [www.unep.ch/etui](http://www.unep.ch/etui)

## Lancement des rapports d'études sur le riz

Des ateliers, rassemblant les parties prenantes compétentes, se sont tenus pour présenter et discuter des principaux résultats et recommandations des projets nationaux soutenus par le PNUE-DTIE/SEC sur l'évaluation intégrée de la libéralisation du commerce (Série III) sur la filière du riz en Chine, en Indonésie, au Nigeria et au Sénégal. Les quatre rapports d'études de ces pays, établis dans le cadre de ces projets nationaux, ainsi que ceux de la Colombie et du Viet Nam et un rapport de synthèse, qui comprend un résumé de l'étude de la Côte d'Ivoire<sup>1</sup>, sont en cours de publication et seront prochainement accessibles sur le site Web du PNUE-DTIE/SEC ([www.unep.ch/etui/](http://www.unep.ch/etui/)). Les principaux résultats des quatre ateliers sont résumés ci-dessous ; les Projets nationaux du PNUE – Série III seront le thème central du prochain bulletin d'information.



Selon les résultats de l'étude indonésienne présentés à l'atelier de Jakarta (novembre 2004), la libéralisation du commerce a entraîné une baisse des prix du riz, avec des effets néfastes sur les riziculteurs indonésiens, en raison, notamment, de l'absence d'un cadre institutionnel et politique sain, de la rapidité du processus de libéralisation et du manque de capacités pour absorber le commerce en franchise. La libéralisation du commerce a également conduit à la conversion de larges superficies rizicoles à d'autres utilisations, en particulier industrielles, et aux impacts connexes du fait des dommages sur l'environnement et des coûts associés à ces conversions. L'Indonésie a examiné la possibilité de promouvoir la culture de riz biologique. Toutefois, de nouvelles recherches s'avèrent nécessaires pour examiner la faisabilité économique de cette option. Des recherches devraient être également menées pour déterminer s'il serait plus viable de promouvoir la production nationale de riz ou d'importer le riz et d'encourager la production de cultures de remplacement. Cette appréciation devrait se faire sur la base des résultats de l'évaluation des gains et des coûts environnementaux, sociaux et culturels, et de l'impact sur la sécurité alimentaire de l'une ou l'autre de ses possibilités, ainsi que des résultats du calcul des coûts de la teneur en eau du riz par rapport à ceux des autres cultures. Les agriculteurs doivent être encouragés à appliquer des pratiques agricoles intégrées. Au vu des discussions avec le Ministère indonésien de l'environnement, du commerce et de la planification, un plan de travail de suivi de l'étude devrait être élaboré et soumis au PNUE pour examen. L'atelier de Beijing (décembre 2004) a souligné l'impossibi-



lité de comparer la filière du riz en Chine avec celle des autres pays en raison de son étendue. La taille du marché intérieur est telle que les exportations et le marché rizicole international ont une influence minimale, voire inexistante sur le secteur rizicole chinois ; pour cette raison, la production chinoise de riz est principalement déterminée par les politiques nationales et le restera. Néanmoins, l'adhésion de la Chine à l'OMC entraînera une augmentation des prix, quand bien même les impacts sur l'économie rizicole et les revenus des agriculteurs diffèrent grandement entre les provinces, incitant les agriculteurs à adapter leurs productions en conséquence. Les mesures commerciales prises dans le

cadre de l'OMC ont des effets bénéfiques sur l'économie et le bien-être ; les impacts sur l'environnement étant, pour leur part, en général négatifs, il est important que le gouvernement chinois équilibre les objectifs environnementaux et économiques des politiques de développement rural et des changements institutionnels dus à la libéralisation du commerce.

Les résultats de l'étude sénégalaise présentés à Dakar (décembre 2004) indiquent que la production sénégalaise de riz est essentielle pour le pays en termes de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. Afin de réaliser les objectifs nationaux de sécurité alimentaire, l'étude présente un grand nombre de stratégies visant à accroître la production nationale de riz. Néanmoins, celles-ci devront intégrer les préoccupations environnementales. Les « gagnants » de la libéralisation du commerce sont le gouvernement, les importateurs, les intermédiaires et certaines catégories de producteurs. Les consommateurs, qui ne bénéficient pas de la baisse des prix, sont les principaux « perdants ».

L'étude du Nigeria présentée à l'atelier d'Abuja (décembre 2004) fait apparaître une augmentation spectaculaire de la production nationale de riz au cours de ces dernières années ; le Nigeria a mis en place un programme public dont l'objectif est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire d'ici 2007 (environ 50% du riz nigérian sont actuellement importés). L'étude comprend une analyse des conséquences de la poursuite de la croissance de la production de riz. Les exposés présentés à l'atelier ont mis en évidence les effets positifs de l'augmentation de la production rizicole sur les revenus, l'emploi et l'éradication des maladies liées à la pauvreté ; la commercialisation accrue du secteur ; et la faible efficacité du traitement du riz. Les principaux impacts sur l'environnement se caractérisent par une perte de la biomasse et de



<sup>1</sup>En raison de la situation politique, l'étude nationale n'a pas pu être finalisée.

la biodiversité et une diminution de la teneur en nutriments du sol dans les principales zones de production rizicole. Les recommandations formulées dans l'étude consistent essentiellement à améliorer le système de planification de l'utilisation des terres ; à promouvoir les pratiques de production respectueuses de l'environnement (par exemple, la lutte intégrée contre les parasites et la rotation des cultures) ; à promouvoir l'agriculture biologique (en particulier l'utilisation des engrais biologiques) ; à améliorer la qualité du riz local ; et à accroître la sensibilisation et la demande des consommateurs en faveur du riz local. L'équipe nationale a proposé la constitution d'un groupe interministériel pour la mise en œuvre et le suivi de ces recommandations, ainsi que pour les activités de communication avec les agriculteurs et autres parties prenantes, y compris les Ministères de l'environnement (centre de liaison recommandé), de l'agriculture et du commerce, les associations d'agriculteurs, les ONG, les universités et les instituts de recherche.

L'atelier du Nigeria a été suivi d'une brève table ronde sur l'agriculture biologique. Les engrais biologiques sont vus comme une possibilité avantageuse sur tous les plans : réduction de la dépendance vis-à-vis des produits importés ; accroissement de la fertilité du sol ; réduction des déchets organiques (notamment les résidus des minoteries : enveloppes et poussières de riz) ; et diminution des effets secondaires néfastes des produits chimiques agricoles.

**Atelier de lancement du rapport : *Utilisation durable des ressources naturelles dans le contexte de la libéralisation du commerce et de la croissance des exportations en Indonésie : Une étude de cas sur l'utilisation des instruments économiques dans l'industrie de la pâte à papier et du papier***  
**Jakarta, 4 novembre 2004**

Le gouvernement indonésien s'efforce d'évaluer les impacts sur l'environnement de la libéralisation du commerce et de l'augmentation des exportations dans le secteur industriel, en encourageant l'application de mesures d'incitation permettant une utilisation efficace et durable des ressources naturelles, dans le but de favoriser la croissance du secteur privé. Le rapport se concentre sur l'industrie de la pâte à papier et du papier considérée comme l'une des causes principales de la dégradation de l'environnement et de la pollution. L'étude visait à identifier et à examiner les politiques environnementales existantes et à formuler des recommandations concrètes relatives à l'utilisation d'instruments économiques dans l'industrie de la pâte à papier et du papier pour la protection de



l'environnement. Les participants sont convenus que le Ministère indonésien de l'environnement, principal responsable de la conduite de l'étude, doit maintenant élaborer un plan de mise en œuvre de l'étude dans le domaine recommandé des coûts du rejet des effluents de pâte à papier et du papier. Ce travail devrait débiter après de nouvelles consultations avec les parties prenantes compétentes.

**Réunion sur l'évaluation et la planification intégrées pour le développement durable en Indonésie**

**Jakarta, 5 novembre 2004**

Cette réunion a été organisée pour discuter de l'Initiative, soutenue par le PNUE-DTIE/SEC, pour l'évaluation et la planification intégrées pour le développement durable en Indonésie. L'objectif principal du projet est de procéder à une évaluation intégrée du Plan stratégique de réduction de la pauvreté (PSRP) indonésien, avec toutefois un accent sur le secteur des pêches à Bali. Le projet devrait déboucher sur l'établissement de lignes directrices pour l'évaluation intégrée pouvant être utilisées dans d'autres régions et secteurs indonésiens. Pour l'heure, il a contribué à l'élaboration du PSRP à l'échelle du pays. Les premières conclusions de l'étude sont les suivantes : le taux élevé d'appauvrissement de l'environnement est dû aux politiques et programmes menés par le passé ; étant donné la forte dépendance des pauvres à l'égard de l'environnement, les stratégies de réduction de la pauvreté devraient être axées sur la conservation des écosystèmes ; il est nécessaire d'adopter une approche écosystémique ciblée sur les écosystèmes marins et côtiers, agricoles et les forêts ; la libéralisation du commerce a pour effets d'accroître la pression sur les ressources naturelles et de favoriser l'utilisation de méthodes extractives non durables, l'exploitation illégale du bois et la pêche illicite ; les stratégies de lutte contre la pauvreté doivent être intégrées dans les programmes sectoriels plutôt que d'être élaborées isolément. La prochaine étape consistera à aider les autorités compétentes à élaborer un PSRP régional pour Bali axé sur le secteur des pêches.

**Séance de formation sur le renforcement des capacités dans les domaines de l'environnement, du commerce et du développement durable**

**New Delhi, 24 novembre 2004**

Cette séance de formation a été organisée par l'Integrated Research and Action for Development (IRADe) en collaboration avec le PNUE-DTIE/SEC pour répondre aux besoins de

### **Promouvoir le commerce des produits issus de l'agriculture biologique**

Dans le cadre de ses activités de développement durable, le PNUE-DTIE/SEC met actuellement en place une série d'activités concernant l'initiative visant à promouvoir la production et le commerce des produits issus de l'agriculture biologique. Cette dernière représente un potentiel énorme en termes de conservation de la biodiversité, d'ouverture de nouvelles possibilités commerciales (en particulier pour les cultures des pays en développement), de création d'emplois, de développement des collectivités rurales, de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire, d'amélioration de la santé des personnes et de préservation du patrimoine culturel.

Dans ce contexte, le PNUE-DTIE/SEC a récemment participé à la **Troisième Réunion du Groupe d'étude international sur l'harmonisation et l'équivalence en matière d'agriculture biologique** qui s'est tenue au siège de la FAO (Rome) du 17 au 19 novembre 2004.

Le groupe d'étude international a été créé à l'initiative de la CNUCED, de la FAO et de l'IFOAM pour favoriser et faciliter le commerce international des produits biologiques, notamment en aidant les agriculteurs à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent en matière de certification et de marketing. Le marché biologique est actuellement réglementé par une multitude de normes privées et publiques, nationales et internationales (le Codex alimentarius et l'IFOAM) et de systèmes d'accréditation et d'évaluation de la conformité. Cette situation est perçue comme un obstacle majeur à l'essor de la filière biologique, en particulier dans les pays en développement.

#### Nouvelle initiative de l'ESRP :

L'équipe spéciale PNUE-CNUCED chargée du renforcement des potentiels en matière de commerce, d'environnement et de développement (ESRP) est sur le point de finaliser un ensemble de recommandations concernant l'Initiative : **Promouvoir les possibilités de production et de commercialisation des produits issus de l'agriculture biologique en Afrique de l'Est**. Cette initiative a pour principal but de contribuer au développement rural, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, en encourageant la production et l'exportation de produits issus de l'agriculture biologique. Pour cela, le projet a pour objectif de mettre en commun les compétences d'une large gamme de parties intéressées aux niveaux national et régional et de travailler sur cette question en collaboration avec la FAO<sup>2</sup> et l'IFOAM<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

<sup>3</sup> Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique.

## La pêche

### La gestion durable des pêches européennes : Relever les défis environnementaux Parlement européen, Bruxelles, 8-9 novembre 2004

Le PNUE-DTIE/SEC a participé à cette Conférence de haut niveau durant laquelle il a informé les participants sur ses activités liées à la gestion durable des pêches<sup>4</sup>. La Conférence était organisée par l'Institut pour une politique européenne de l'environnement (IPEE) et le Secrétariat à la pêche-FISH (Suède), et s'est tenue au Parlement européen, sous le patronage de la Présidence néerlandaise du Conseil européen. La Conférence a réexaminé les défis que pose le développement durable de la pêche et de l'aquaculture européenne, dans une perspective écologique et à long terme, et dans le cadre paneuropéen et mondial, notamment au titre des objectifs du Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) relatifs aux pêches, aux océans et à la biodiversité (le renouvellement des stocks d'ici 2015, la création d'un réseau complet de zones marines protégées et l'arrêt du déclin de la biodiversité d'ici 2010). Quatre groupes de travail ont été constitués à l'issue d'une discussion générale sur l'état de l'environnement marin et sur les implications de la durabilité environnementale afin de proposer de nouvelles approches et élaborer des recommandations en matière de production, consommation, commercialisation, gouvernance et instruments. Le Groupe de discussion sur les outils a recommandé une mise en œuvre plus efficace des instruments actuellement appliqués, ainsi que le renforcement et l'élargissement de l'éventail des moyens d'action (un réseau efficient de zones marines protégées, la réduction de la mortalité et des captures des juvéniles, et l'amélioration du nouveau Fonds européen pour la pêche).



#### Nouvelle initiative :

### Subventions, développement et gestion durable des pêches : défis et options pour les pays en développement

Dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités des décideurs et négociateurs des pays en développement, le PNUE-DTIE/SEC est en train d'initier une série de travaux visant principalement i) à aider les pays en développement en matière d'évaluation de l'impact des subventions et de l'élaboration des politiques durables, notamment sur le secteur artisanal et la pêche industrielle ; et ii) à permettre à ces pays de négocier avec succès, au sein de l'OMC, des disciplines qui soient respectueuses de l'environnement et conformes à leurs besoins.

renforcement des capacités des planificateurs, des environnementalistes, des milieux d'affaires et des décideurs indiens. Elle était basée sur le Module de formation élaboré par l'ESRP : Introduction au renforcement des capacités dans les domaines de l'environnement, du commerce et du développement durable, et était adressée aux représentants de la Commission de la planification, aux ministères gouvernementaux, aux universités, aux établissements scolaires et d'enseignement supérieur, aux instituts de recherche et d'enseignement, et aux entreprises du secteur privé du nord de l'Inde. La formation a porté essentiellement sur l'application des normes qui sont bénéfiques pour l'environnement et la santé de la population indienne tout en évitant d'accabler les producteurs nationaux. La séance de formation a également été l'occasion de discuter du besoin de mesures de production plus strictes et d'une « approche cycle de vie » des produits et services, y compris au niveau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. La formation a réaffirmé le besoin de renforcer les capacités des parties prenantes indiennes sur les questions liées au commerce et à la durabilité.

Dans le futur, l'IRADE souhaiterait organiser également des séances de formation qui s'adressent à des groupes ciblés pour répondre à leurs besoins spécifiques.

### Réunion internationale d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID Maurice, 10-14 janvier 2005

La Réunion internationale de Maurice s'est ouverte par une minute de silence à la mémoire des victimes du tsunami. Elle a adopté, à l'issue de ses travaux, la Déclaration de Maurice par laquelle les représentants des peuples du monde participants à la réunion : i) réaffirment leur engagement à appuyer les efforts des petits États insulaires en développement (PEID) pour le développement durable ; ii) reconnaissent que les conséquences tragiques dans l'océan Indien du séisme et du tsunami, ainsi que la saison des ouragans dans les Caraïbes et le Pacifique ont souligné la nécessité de mettre au point et de renforcer la prévention efficace des risques de catastrophe, les systèmes d'alerte rapide, les secours d'urgence et les capacités de redressement et de reconstruction ; iii)

## Évaluation environnementale intégrée

### Groupe de travail du Réseau CAD ENVIRONET sur l'évaluation environnementale stratégique

Le PNUE-DTIE/SEC a participé à la Réunion du Groupe de travail du Réseau du Comité d'aide au développement (CAD) sur l'environnement et la coopération pour le développement (ENVIRONET) de l'OCDE sur l'évaluation environnementale stratégique au cours de laquelle il a exposé ses travaux en matière d'évaluation intégrée. Le Groupe de travail du Réseau CAD ENVIRONET a pour mandat : i) d'améliorer notre compréhension en matière d'évaluation environnementale stratégique sur la base d'un examen des expériences et pratiques internationales, notamment au moyen d'études de cas ; ii) de déterminer les liens entre l'évaluation environnementale stratégique et les autres méthodes utilisées en matière d'élaboration, d'évaluation et de mise en œuvre des politiques de coopération pour le développement (telles que l'évaluation de l'impact sur la pauvreté ou l'évaluation de l'impact social ou encore l'analyse environnementale au niveau national) ; iii) de promouvoir les synergies entre ces méthodes ; iv) de réfléchir sur la manière dont les coûts associés aux transactions entre ces méthodes peuvent être réduits ; v) de favoriser l'harmonisation des méthodes d'évaluation intégrée stratégique appliquées au niveau de l'élaboration des politiques, plans et programmes ; et vi) d'encourager les agences de coopération pour le développement à adapter leurs approches en matière d'évaluation environnementale stratégique aux priorités et processus des pays en développement. D'une manière générale, il a été convenu que les activités entreprises par l'ensemble de ces institutions doivent être coordonnées et les domaines nécessitant une coopération plus étroite identifiés.

### Réunions avec les représentants de la Commission européenne (CE)

#### Bruxelles, 25-26 novembre 2004

Le PNUE-DTIE/SEC a rencontré des représentants de la Direction générale (DG) Environnement et de la DG Commerce au sujet de ses activités en cours et futures sur le commerce. Celles-ci comprennent des travaux dans les domaines de l'évaluation intégrée, axée principalement sur la promotion du commerce durable et la réduction de la pauvreté ; de l'agriculture biologique comme instrument de protection de l'environnement et de conservation de la biodiversité, d'accès aux marchés et de réduction de la pauvreté ; et de l'intégration des préoccupations environnementales dans les accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Un grand nombre de stratégies ont été approuvées, dont l'organisation d'une réunion entre le Directeur exécutif du PNUE et le nouveau Commissaire au commerce de l'UE début 2006.

<sup>4</sup> *Analysing the Resource Impact of Fisheries Subsidies: A Matrix Approach et Incorporating the Resource Impact into Fisheries Subsidies Disciplines: Issues and Options.*

reconnaissent qu'une attention particulière doit être accordée au renforcement de la capacité de résistance dans les PEID, notamment par le biais du développement et du transfert technologique, la création de capacités nationales et de développement des ressources humaines ; iv) reconnaissent l'identité culturelle des peuples et son importance pour la promotion du développement durable ; v) soulignent que l'attention devrait être portée sur les besoins et préoccupations spécifiques dans le domaine du commerce et du développement des PEID afin de leur permettre de s'intégrer pleinement au système commercial ; et vi) s'engagent à appliquer intégralement la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique et à promouvoir une coopération plus étroite dans le domaine du changement climatique.

La Réunion internationale de Maurice a également adopté la Stratégie pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID qui prévoit une série de mesures à adopter, aux niveaux régional, national et international, pour appuyer le développement durable dans les PEID en tenant compte des aspects économiques, sociaux et environnementaux.

Ouvrant le débat de haut niveau qui s'est tenu les 13 et 14 janvier, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan, avait insisté sur la nécessité d'adopter des mesures décisives face aux changements climatiques, compte tenu des dangers que représente pour les PEID l'élévation du niveau de la mer, et assuré que l'ONU veillerait à ce que les préoccupations des PEID demeurent en haut de la liste des priorités de la Communauté internationale.

L'ESRP a organisé le 11 janvier une **Manifestation parallèle à la Réunion internationale de Maurice sur le thème : Libéralisation des échanges, protection de l'environnement et développement durable : Perspectives et défis pour les PEID**. La Manifestation s'est déroulée autour de présentations sur trois questions clés pour les PEID : le tourisme durable, la gestion durable des pêches et l'agriculture biologique. Ces présentations et les discussions qui

ont suivi ont souligné l'importance du renforcement des capacités sur les liens entre le commerce, l'environnement et le développement pour les PEID. En particulier, l'accent a été mis sur le rôle que peuvent jouer les nouveaux créneaux : agriculture biologique et autres produits respectueux de l'environnement, dans le développement durable des PEID, notamment en permettant une diversification de leurs exportations et une atténuation des effets de l'érosion des préférences commerciales. Les discussions sur la pêche ont souligné l'importance du développement durable de ce secteur pour les PEID. Les ressources halieutiques et autres ressources biologiques marines représentent une part importante de la nourriture, de l'emploi et des activités économiques des

PEID. Les participants sont convenus de la nécessité d'explorer l'utilisation de techniques de pêche durables.

Reconnaissant l'importance des relations entre le commerce et l'environnement pour les PEID, l'ESRP avait déjà organisé des ateliers de renforcement des capacités au niveau régional (en parallèle aux séminaires régionaux de l'OMC sur le commerce et l'environnement) pour les pays insulaires du Pacifique (Fidji, novembre 2002) et les pays des Caraïbes (Jamaïque, novembre 2003). Ces ateliers avaient fait ressortir un intérêt prononcé des PEID pour les activités de renforcement des capacités visant à promouvoir la coordination nationale sur les questions de commerce et d'environnement, et permis d'identifier les questions prioritaires pour de nouvelles activités de l'ESRP. La

Manifestation parallèle avait également pour but d'aider l'ESRP à élaborer de nouvelles activités pour les PEID. Les Secrétariats du PNUE et de la CNUCED sont convenus d'allouer certaines des ressources existantes en faveur d'un nombre limité d'activités de suivi et d'entamer des recherches de fonds pour financer un programme global se situant dans le prolongement des ateliers susmentionnés et de la Manifestation internationale de Maurice. Pour de plus amples informations, prière de consulter le site Web de l'ESRP ([www.unep-unctad.org/cbtf/cbtf2.F1.htm](http://www.unep-unctad.org/cbtf/cbtf2.F1.htm)).



*Ce bulletin fournit seulement des informations générales et ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées. Les textes peuvent être reproduits librement à condition que toutes les références soient mentionnées.*

*Ce bulletin est publié par le Service économie et commerce de la Division Technologie, Industrie et Economie du Programme des Nations Unies pour l'Environnement.*

*Pour obtenir des exemplaires gratuits, prière de contacter : [etb@unep.ch](mailto:etb@unep.ch)*

Service économie et commerce  
Division Technologie, Industrie et Commerce  
Programme des Nations Unies pour  
l'Environnement

11-13, chemin des Anémones  
1219 Châtelaine  
Suisse

Tél. +41 22 917 8616

Fax +41 22 917 8076

[etb@unep.ch](mailto:etb@unep.ch)

URL: <http://www.unep.ch/etub>



#### **Prochaines activités :**

Atelier de formation sur l'évaluation et la planification intégrées pour le développement durable  
Genève, 14-15 février 2005

Réunion d'examen à mi-parcours sur l'évaluation et la planification intégrées pour le développement durable  
Genève, 16-18 février 2005

23<sup>e</sup> Session du Conseil d'administration du PNUE  
Nairobi, 21-25 février 2005

Atelier sur les négociations sur le commerce des biens et services environnementaux et leurs répercussions pour la Communauté andine (ESRP)  
Lima, 12-13 avril 2005

Atelier de formation régional sur l'utilisation des instruments économiques en Asie  
New Delhi, 27-29 avril 2005

#### **Nouvelles publications:**

Projets nationaux - Série III : *Evaluation intégrée de l'impact de la libéralisation du commerce\**

Une étude de cas sur la filière du riz en Chine\*

Une étude de cas sur la filière du riz en Colombie\*

Une étude de cas sur la filière du riz en Indonésie\*

Une étude de cas sur la filière du riz au Nigeria\*

Une étude de cas sur la filière du riz au Sénégal

Une étude de cas sur la filière du riz au Viet Nam\*

Projets nationaux du PNUE - Série III : *Un rapport de synthèse*

Manuel sur l'évaluation intégrée des mesures liées au commerce : *Le secteur agricole\**

Utilisation durable des ressources naturelles dans le contexte de la libéralisation du commerce et de la croissance des exportations en Indonésie : *Une étude de cas sur l'utilisation des instruments économiques dans l'industrie de la pâte à papier et du papier\**

\*Ces publications sont disponibles en anglais seulement.

